**Intervention sur la démocratie et ses fragilités**

**Plan de l’intervention « la démocratie et ses fragilités**

**Introduction**

**I- Retour sur ce qu’on appelle les 30 Glorieuses**

**2- Les années charnières au tournant des années 70-80**

**2-1 La superposition du politique, de l’économique et du social vole en éclat**

**2-2 Sur le plan sociétal : Une soif de liberté et de reconnaissance de moins en moins encastrées dans une vision de classe,**

**3 La fin d’un monde. L’émergence d’un autre difficile à nommer**

**3-1 Des politiques économiques qui vont avoir pour effet de creuser les inégalités.**

**3-2 Des convergences nouvelles d’intérêts contradictoires.**

**3-3 La révolution des techniques de l’information et du numérique**

**4 Une distance avec les institutions qui ne cesse de grandir**

**4-1 Une distance qui en retour conduit les organisations à ne pas entendre ou comprendre ce qui se passe.**

**4-2 Une distance qui se traduit par des outils de connaissance et d’aides à la décision qui ne rendent pas compte de la réalité.**

**4-3 Une distance accentuée par la difficulté de prendre en compte les questions relatives au réchauffement climatique**

**5- Quelques enjeux et propositions**

**Introduction**

**Je voudrais préciser en introduction de mon propos que ma parole n’engage que moi. Bien sûr mon expérience professionnelle, syndicale, mutualiste, associative, familiale a nourri mes réflexions qui se sont enrichies d’apports, de lectures de travaux et de livres de plusieurs intellectuels[[1]](#footnote-1) qui ont travaillé sur les questions sociales et sociétales.**

**Par ailleurs je veux souligner en avant-propos que l’invasion de l’Ukraine par Poutine, nous rappelle l’impact des questions internationales sur nos démocraties. Notre difficulté collective à faire de l’Europe un espace de solutions pour nos démocraties aux yeux de nos concitoyens, plutôt qu’un problème est un élément qui a créé de la distance entre les citoyens et les institutions. Trop souvent l’Europe et sa construction est pris en otage pour des raisons de politiques internes. On l’a vue au moment des différents traités. Souvent utilisée pour masquer le manque de décision ou des décisions non assumées, l’Europe apparait comme une cause des difficultés pour nombreux de nos concitoyens.**

**Aujourd’hui, avec la guerre en Ukraine, cette question et les atermoiements que génère la question européenne nous saute à la figure.**

1. **Retour sur ce qu’on appelle les 30 Glorieuses**

Dans cette période appelé par l’économiste Jean Fourastié les 30 glorieuses, nous étions dans une société structurée par un capitalisme que l’on peut nommer capitalisme industriel. Le Fordisme (production et consommation de masse de produits standards) comme le Taylorisme (organisation du travail par le séquençage des tâches), ont pour ainsi dire accoucher d’un système de production très technocratique et hiérarchisé où l’ouvrier, était réduit à sa force de travail. Il était un maillon de la chaîne de production. Ce n’était pas seulement vrai d’ailleurs pour l’ouvrier mais pour toutes les tâches opérationnelles.

En entrant dans le monde du travail, le travailleur intégrait un monde, une catégorie sociale dont les membres vivaient les mêmes conditions.

Et comme nous sommes tous et toutes ici des retraités, nous avons tous connu cette réalité au moins au début de notre vie professionnelle et pour certains une longue partie de cette vie.

La similitude des conditions de vie a été le principal terreau sur lequel se développaient des solidarités naturelles qui étaient autant de ressorts pour le développement des organisations collectives que sont les syndicats.

Dans le travail, il n’était pas fait appel à d’autres choses que l’exécution de tâches plus ou moins qualifiées.

Ce système de production allait de pair avec un système de consommation très standardisé.

Après la 2° guerre, les besoins de reconstruire d’abord puis des besoins en termes d’équipement des ménages en électroménager, en voitures, en énergie, en téléphonie, en transports collectifs…, étaient si importants que production de masse et consommation de masse rimaient avec standardisation, mais aussi avec développement économique et développement social.

Dans cette phase de reconstruction et de réponse massive aux besoins en équipement des populations, les entreprises publiques, le développement des services publics et surtout le développement de la Sécurité Sociale créée après la guerre, et structurée autour de la filiation obligatoire et d’une gestion impliquant les organisations syndicales, ont structuré pour partie notre façon de faire société et donc notre démocratie,

Il est bien sûr important d’ajouter que dans cette période, notre société progressait dans un espace relativement fermé dans lequel se superposait en quelque sorte

* le développement économique
* La construction du politique
* La construction du social

Dans ce monde-là, la concurrence était faible. La France était encore un pays colonial jusqu’en 1962. La puissance publique avait une place importante y compris dans l’orientation de la politique économique.

Pour faire un peu dans la caricature, ce système très standardisé dans la production comme dans la consommation structurait en quelque sorte la société en classes sociales et nourrissait les imaginaires de transformations sociales et politiques au travers ce regard sur la société, **portés par des partis politiques correspondant à cette division de la société.**

* A droite, les possédants, les riches, les bourgeois, bref ceux qui étaient du côté de ceux qui avaient le pouvoir économique, portant une vision tournée vers l’ordre pour protéger l’appareil productif et ceux qui le possèdent contre le désordre porté par les organisations sociales.
* A gauche, les ouvriers, ou plutôt ceux qui portaient, à partir des luttes sociales, une vision plus sociale, plus solidaire de la société, et œuvraient pour l’avènement d’une société socialiste.

Cette approche binaire des choses tenaient beaucoup plus à l’imaginaire collectif qu’à une réalité pure et dure. Les possédants et les bourgeois n’ont jamais composé la moitié de la société et de nombreux ouvriers ont toujours voté à droite.

Mais pour reprendre une expression de François Dubet *« Ce système organisait les mouvements sociaux et la vie politique : la gauche et la droite représentaient grossièrement les classes sociales »*.[[2]](#footnote-2)

Sur le plan social, le mouvement syndical, même si une part importante des salariés n’étaient pas syndiqués, était un vecteur d’expression dans lesquels se reconnaissaient une grande majorité des salariés (syndiqués ou non).

Ainsi, durant près de 30 ans, notre pays va vivre au rythme d’une démocratie représentative, caractérisée

* par un poids important des Partis dans l’animation de la vie politique avec 2 Rdv électoraux majeurs que sont la présidentielle et les élections législatives, instaurés par la V° République en 1958
* par le renforcement de la place des organisations syndicales structurant ainsi une démocratie sociale en perpétuelle recherche de son articulation avec le politique (Place dans les CA de la sécu, Présence dans les entreprises par les CE en 45 puis la SSE (à partir de 68), la création de l’Assurance chômage en 1958, le développement de grandes négociations nationales.

Cette démocratie qui articule dans les faits la démocratie politique et la démocratie sociale, avec de nombreux conflits émaillant la période, n’est pas en France le résultat d’une pensée telle que l’on peut le constater dans les pays du nord de l’Europe qui ont clairement fait le choix de la social-démocratie.

Les forces de gauche dominées d’une part, par le Parti communiste sur le plan politique et par la CGT sur le plan syndical, est largement influencé pour le dire vite, par l’idée que les luttes d’aujourd’hui préparent la révolution de demain et nourrissait un imaginaire, qui au-delà des résultats obtenus par la lutte, donnait du sens à l’action. Pour certain la Révolution, pour d’autre la réforme ambitieuse, pour tous du sens à l’action.

Notons tout de même à la fin des 30 glorieuses le début de conscience écologique (72 le rapport Meadows[[3]](#footnote-3) sur les limites de la croissance, 1974 ; la candidature de René Dumont en 1974 sans parler des militant du retour à la terre au Larzac. La CFDT tirera la sirène d’alarme avec les dégâts du progrès (1977).

**2 Les années charnières au tournant des années milieu des années 70/80**

Le milieu des années 70, le début des années 80, sont marqués par une conjonction de facteurs qui vont avoir de nombreux impacts sur la démocratie ou plus exactement sur la vie démocratique du pays.

**2-1 La superposition du politique, de l’économique et du social vole en éclat**

* **L’économie,**

Sur le plan économique, la machine économique commence à se gripper avec le premier choc pétrolier. Le système, consistant à booster la demande par des politiques Keynésiennes, connaît des limites avec l’internationalisation des économies et une concurrence de plus en plus importante venue de pays émergents.

Les idées très libérales qui avaient été battues à la suite de crise des années 30 et de ses conséquences, refont surface. Profitant des dysfonctionnements de politiques à l’œuvre dans le milieu des années 70, elles se parent d’habits neufs au travers des révolutions conservatrices aux Etats-Unis et au Royaume-Unis. Elles vont accélérer le processus d’internationalisation des économies, et délégitimer les politiques keynésiennes qui en début des années 80, en France se traduisent par des hausses d’impôts et taux d’intérêts pour financer la dette publique, sans éviter l’explosion du chômage de masse[[4]](#footnote-4).

Une nouvelle géographie de la production de met progressivement en place. Dès le début des années 80, on parle des 4 Dragons d’Asie du Sud Est avec Hong-Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan. Et de 5 si on y ajoute le Japon.

A l’époque, on ne parle pas encore de la Chine et les pays de l’Est sont encore dans le carcan soviétique. C’est dire que cette concurrence ne va cesser de s’exacerber au fil des années qui vont suivre, avec entre autres la chute du mur de Berlin et l’émergence de ce que l’on va appeler les BRIC comme Brésil, Russie, Inde et Chine. Les révolutions conservatrices aux E.U et au R.U. vont bien sûr accélérer le processus.

Dans ce contexte d’une nouvelle géographie de la production, chacun des pays va utiliser ses atouts pour gagner des marchés. Les nouveaux arrivants vont miser sur une main d’œuvre peu qualifiée, peu chère et peu organisée collectivement pour attirer les entreprises de mains d’œuvres.

L’équilibre entre politique, économique et social qui s’était développé dans le cadre d’un périmètre de l’Etat nation est rompue par cette internationalisation grandissante des économies. Le politique ne peut plus avoir les mêmes réponses et quand il les propose et les mets en œuvre, il se heurte à des retours de manivelles. On l’a vu avec les politiques de relance au début des années 80 qui ont eu pour effet une aggravation des déficits extérieurs et une montée du chômage.

Ajoutons également qu’à la frontière de économique et du politique, la France des années 70 n’est plus la même que celle d’après-guerre. Les guerres d’indépendance ont eu raison de l’empire colonial français.

**Le politique**

Sur le plan politique, la confiance absolue accordée au marché pour générer le meilleur des mondes possibles, prônée par les révolutions conservatrices des EU et du RU, pénètrent la pensée et les politique économiques menées et conduites par les différents gouvernements.

Si la droite cède assez facilement aux sirènes du libéralisme ambiant (avec quelques nuances), la gauche n’a pas grand-chose d’autres à proposer que des réponses anciennes largement inspirées par la vulgate marxiste, devant les ratés des politiques keynésiennes et les nouvelles aspirations des baby-boomers arrivant sur le marché du travail.

L’arrivée de la gauche au pouvoir va se heurter à un écart considérable entre l’analyse du monde qui a présidé au programme, et la réalité du monde auquel elle est confrontée.

Cet écart va précipiter la gauche dans une approche pragmatique des affaires, sans pour autant la pousser à réviser, pour une grande partie d’entre elle, son logiciel de pensée, la rendant très perméable à cette pensée économique qui considère le marché comme déterminant dans la régulation, ce qui va aggraver la distance avec les classes populaires qui ont le sentiment d’être abandonnée.

Probablement que cette absence de pensée et ce pragmatisme tant vanté, a été aussi un handicap important pour faire sentir aux populations, que l’Europe était d’avantage une solution qu’un problème

**Le social**

Sur le plan social, cette période est marquée par des luttes très dures dans de nombreux secteurs qui vont connaitre de grandes restructurations comme le charbon, la sidérurgie et plus globalement la métallurgie, qui vont faire éclater les collectifs de travail dans des secteurs qui structurent les forces syndicales du pays.

Dans le même temps c’est tout le monde salarial qui se transforme. Le secteur industriel perd des emplois alors que celui des services se développent avec notamment une féminisation de ces emplois. De nouveaux statuts apparaissent, avec le développement de l’intérim bien sûr, mais aussi de multiples contrats dont l’objet est de favoriser l’insertion dans les entreprises, des nouveaux arrivants sur le marché du travail qui subissent de plein fouet le chômage de masse.

Les organisations du travail évoluent sous la pression d’une internationalisation de plus en plus importante, et d’une concurrence qui va avec. Les entreprises se replient sur leurs cœurs de métiers, externalisant de nombreuses fonctions, comme le nettoyage, de restauration d’entreprise.

C’est aussi le moment d’un changement culturel en faveur de la réussite individuelle et de la valorisation de la création d’entreprise et de la réussite financière. Les années Tapie en France. Cela concerne aussi les USA et le Royaume Uni. Dans le récent livre d’entretien entre Obama et le Rocker Springteen[[5]](#footnote-5), ils évoquent cette très forte rupture des années 80 années Reagan avec l’éloge du fric, du lux et la fermeture des usines.

Puis le développement des nouvelles techniques de l’information et de communication, vont accélérer ce processus de transformation. Les entreprises vont se servir de celles-ci pour d’avantage se recentrer sur leur métiers. A titre d’exemple les entreprises automobiles vont devenir essentiellement des assembliers, organisant autour d’elle un réseau de sous-traitant pour la fabrication des différents éléments constituant une voiture. Des organisations en flux-tendus vont se mettre en place. Les unités de production vont devenir des « centres de coût ».

Ces nouvelles organisations percutent les modes d’organisations des syndicats, ainsi que les structurent de négociation. Les branches professionnelles voient leur sphère d’influence se réduire par une organisation en réseau des entreprises. Les négociations d’entreprises concernent un nombre plus restreint de salariés du fait du repli des entreprises sur leur métier, en même temps que leur nombre se multiplie.

Les salariés qui appartenaient à la même branche et donc à la même convention collective vont par le jeu des organisations en réseau dans une relation « entreprise mère »/ « sous-traitant », se trouver éclater en plusieurs champs professionnels et différentes conventions collectives. Cette situation en rajoute à la dispersion d’un salariat dans lequel de nouveaux statuts sont venus s’ajouter aux CDI qui constituaient la norme dans les années précédentes.

Le salariat se diversifie, les lieux de négociations se multiplient. Le sentiment d’appartenance à un même monde s’estompe progressivement.

Les grandes revendications générales qui fédéraient en quelque sorte cette classe ouvrière, ne correspondent plus la réalité. Elles n’ont pas grand sens dans un monde salarial de plus en plus éclaté dans des statuts différents, dans des unités de de moins en moins grosses, organisées d’avantage en réseau et l’émergence des emplois de service disséminés dans de multiples lieux et majoritairement féminins. Autant d’éléments qui viennent déstabiliser des organisations syndicales qui se sont développées et structurées dans et autour des grosses entreprises industrielles.

**2-2 Sur le plan sociétal : Une soif de liberté et de reconnaissance de moins en moins encastrées dans une vision de classe,**

Le mouvement de 68 qui était à la fois l’expression d’une remise en cause d’un monde très hiérarchisé, très vertical, très patriarcal et l’expression d’une volonté de liberté, d’autonomie de la jeunesse, marquait aussi l’avènement d’une société où la démocratisation de l’éducation produisait ses premiers effets.

Rappelons que ce mouvement venait quelques années après la fin des guerres d’indépendances dans les pays des anciennes colonies, qui avait mobilisés des soutiens de la part d’une partie de la société française (notamment la jeunesse) et avait ouvert des brèches dans cette société figée.

Un vent de liberté soufflait dans ces années post 68, donne naissance très rapidement à des mouvements portants des thèmes nouveaux (combat des femmes, combat contre le nucléaire (Plogoff, Creys-Malville), pour un autre type de développement (Larzac). Ces mouvements ont vu le jour et se sont développés le plus souvent à côté des organisations syndicales.

Ce vent de liberté vient contester à certain égard une société de consommation rythmée par le triptyque « Métro-boulot-dodo», notamment dans la sphère étudiante.

Cette soif de plus de liberté est aussi l’expression d’une soif de reconnaissance de l’individu et de ces spécificités.

Rappelons-nous le mouvement des femmes dans les années 70. Une des luttes emblématique de cette période est la lutte pour le droit à l’avortement. Mais il faut dire que ce ne fut pas un long fleuve tranquille, y compris au sein d’un monde syndical très masculin où l’arrivée des femmes dans l’espace public, social et syndical dérangeait.

Soulignons tout de même que dans ce contexte la CFDT fait exception. Elle a été l’organisation qui a su entendre et accompagner un certain nombre de luttes pour le droit des femmes, et plus largement pour le droit des minorités et pour l’égalité des droits.

A partir des années 80, vont se développer de nombreux mouvements, dont les combats principaux s’inscrivent dans une approche plus large que le mouvement social que sont les mouvements autour de la défense des droits de l’Homme. Ils portent sur la reconnaissance des différences, la lutte contre le racisme, contre les inégalités et les discriminations. Souvenons-nous

* du combat pour la reconnaissance de l’homosexualité, (Avant 1984, c’est un délit).
* De la grande marche des « beurs » en 1983, qui révèle au grand jour les questions de discrimination. Peu après, cette marche, c’est la naissance de SOS racisme…

Les mouvements comme Act-up et autres autour du SIDA, ont permis la prise en compte des populations atteintes et des progrès ont été fait tant sur le sur le plan de la reconnaissance des personnes atteintes par ce virus que dans le domaine de la recherche médicale.

Cette dynamique va se poursuivre, boostée par la suite par les réseaux sociaux qui vont donner de l’importance à de nombreuses initiatives pour la reconnaissance des différences contre les discriminations de toutes sortes (genres, couleur, origine…).

Je pense aussi au mouvement plus récent MeToo, qui a qu’on le veuille ou non, d’accord ou pas avec les formes d’action, ont permis de sensibiliser l’opinion sur les violences faites aux femmes.

Sur le sujet de l’inceste et de la pédophilie, si le livre de Camille Kouchner a autant de succès, c’est par ce qu’elle a fait écho à un certain nombre de choses longtemps tues et qui deviennent aujourd’hui insupportables. On pourrait citer d’autres faits et d’autres mouvements.

Tout cela pour dire que cet accent mis sur la reconnaissance de sa spécificité, de sa singularité, de sa liberté de choix dans tous les secteurs de sa vie est un immense progrès qui s’est concrétisé par un certain nombre de lois qui constituent autant d’avancées significatives pour les personnes concernées.

Ce progrès dans la reconnaissance des particularités et dans le développement des libertés individuelles a produit un immense espoir pour tous ceux et toutes celles qui se battent pour leur droits et leur reconnaissance.

Dans une période où une distance se créé avec les institutions qui structurent notre démocratie représentative, notre façon de faire société, de vivre ensemble, cette soif de reconnaissance a pour effet de mettre d’avantage l’accent sur ce qui est différents, spécifique que ce qui nous est commun.

Il est difficile de ne pas noter dans ce point sur la progression de ce désir de liberté, que ce mouvement a largement dépassé nos frontières. Le mouvement Solidarnosc, soutenu par la CFDT dans son combat universel pour la liberté syndicale, ouvre la première brèche dans l’empire soviétique qui s’écroulera quelques années plus tard avec la chute du mur de Berlin qui est considérée, peut-être un peu vite, comme un point d’orgue de la lutte pour la liberté.

**3 La fin d’un monde. L’émergence d’un autre difficile à nommer**

**3-1 Des politiques économiques qui vont avoir pour effet de creuser les inégalités.**

Les années qui vont suivre cet atterrissage brutal de la gauche dans la réalité sans avoir pensé une alternative, les politiques économiques conduites par les différents gouvernements dans le cadre d’alternance, vont toutes favoriser une plus grande souplesse pour les entreprises. La réduction ou l’allègement des charges des entreprises, (qui ne sont ni plus ni moins que les cotisations ou contributions au système de protections sociale), comme d’ailleurs la baisse de la fiscalité des entreprises vont devenir le leitmotiv de tous les gouvernements de droite comme de gauche.

Le choix de la France de faire de la baisse du cout du travail, un axe majeur de sa bataille pour l’emploi n’a jamais été remis en cause. Cette logique qui pouvait se comprendre dans une logique d’insertion dans l’emploi, des populations éloignées de l’emploi a eu des conséquences négatives, comme le disent Palier et Carbonnier *« ces politiques sont à la fois inefficaces pour lutter contre le chômage, et que bien loin de soutenir la compétitivité à l’export de l’économie française, elles ont tiré celle-ci vers le bas et réduit ses capacités à produire et exporter des biens et des services de qualité[[6]](#footnote-6) ».*

Cependant cette grande similitude entre des politiques de gauche et de droite, ne doit pas pour autant faire oublier des différences notables entre la gauche et la droite, notamment dans le domaine social ou plus exactement dans le domaine de l’insertion sociale (emplois aidés, lutte contre la pauvreté, minimas sociaux, traitement social du chômage…) ou aussi du logement social.

Sans remettre en cause les politiques de baisse du cout du travail et sans réforme fiscale véritable, la gauche fait peser le coût de ses mesures sur une « classe moyenne », dont le champ est très large, et qui aboutit à se distancer un peu plus des classes moyennes populaires.

Cette période voit les inégalités progresser, comme l’a bien montré Thomas Piketty dans ces travaux[[7]](#footnote-7). Même si en France, elles ont progressé moins qu’ailleurs car les bas salaires ont en partie été compensées par les aides sociales. Cependant, le poids des dépenses contraintes est devenu aussi de plus en plus important.

Dans un monde où le travail s’est individualisé, les statuts multipliés, les systèmes de production profondément transformés, le sentiment d’appartenance à une classe moins présent, un désir de reconnaissance individuelle renforcé, ces inégalités sont vécues comme une injustice personnelle.

Alors que dans la société industrielle, la société de classes structuraient en quelques sortes les inégalités qui forgeaient des identités et donnaient lieu à des conflits portés par des organisations et mouvements sociaux, aspirant à une réduction de ces inégalités, aujourd’hui, les inégalités se multiplient et s’individualisent et mettent en cause les individus eux-mêmes*. « Ceux-ci se sentent abandonnés et méprisés de mille manières – par le prince, bien sûr, par les médias, évidemment, mais aussi par le regard des autres »,* nous dit François Dubet[[8]](#footnote-8), qui note également que si les riches sont accusés bien sûr dans cette montée des inégalités, ce n’est pas les seuls. Sont accusés également le collègue de travail qui serait mieux traité, le chômeur qui gagne sa vie sans avoir besoin de se lever le matin pour aller au travail, l’immigré qui abuse des aides sociales.

Ce qui est devenu insupportable pour les individus aujourd’hui, ce sont bien plus les inégalités de proximité que les écarts énormes entre les riches et les pauvres.

Je voudrais noter dans ce chapitre sur les inégalités, que la classe politique qui a pris conscience des enjeux climatique n’a pas su entrainer les citoyens dans cette démarche. En actionnant essentiellement le levier fiscal dans une société très inégale, elle a fait se lever toute une partie de la population qui se sent les plus exposés aux mesures. La vision punitive de la question du réchauffement climatique accroit de la distance entre le politique et les citoyens.

**3-2 Des convergences nouvelles d’intérêts contradictoires.**

Si on voit se profiler la fin d’un « monde », il est difficile de nommer ce qui émerge. On peut percevoir cependant des intérêts différents se croiser qui va venir perturber une lecture du monde largement dominé par une vision binaire de la société industrielle.

* Les besoins du marché de sortir des frontières, vont rencontrer la volonté des pays qui ont longtemps été exclus, d’entrer dans les échanges. Ils vont se positionner en mobilisant des atouts qui sont les leurs, notamment leurs mains d’œuvre abondantes peu qualifiées, pour attirer les fabrications de produits demandés par les populations des pays appelés « développés ».
* Les besoins des consommateurs d’avoir des produits répondant plus à leur goût, qui leur ressemblent, vont conduire les systèmes de productions à d’avantage mobiliser les capacités créatrices des salariés qui vont trouver un intérêt dans cette reconnaissance nouvelle.
* Le besoin de s’appuyer sur l’individu dans son entier, pour répondre à des besoins plus diversifiés et moins standards des consommateurs, va conduire les systèmes de productions à s’organiser différemment. Les petites unités de productions, exigeant une plus grande réactivité et une plus grande autonomie des salariés, vont succéder aux grandes usines. Aux augmentations générales des salaires vont succéder des politiques de rémunération laissant de la place à l’intégration dans les augmentations, d’une part individuelle.
* ce besoin de plus d’individualisation du travail (contenu, rémunération, organisation) pour répondre aux besoins, va rencontrer un souhait des salariés de plus en plus formés, d’être d’avantage reconnus dans leur qualification acquise par la formation.

Le libéralisme économique qui a trouvé un nouveau souffle avec les révolutions conservatrices des EU et du RU, va trouver dans le contexte international marqué par la crise du pétrole, mais aussi dans cette soif de liberté, de reconnaissance des années post 68, de l’écho qui l’aidera à se frayer un chemin.

Tapie qui vient de décéder, a été un des symboles de cette percée de ce nouveau libéralisme qui soufflait sur le pays et bien plus largement. S’il a percé, au-delà de sa capacité à rebondir, au début des années 80, c’est qu’il a vanté cet esprit d’initiative qui est en chacun. *« C’est d’abord sur vous, sur vos talents, vos capacités que vous devez compter »* disait-ils aux jeunes sur le plateau de son émission « Ambition».

Par ailleurs le mouvement syndical dans sa grande majorité a lui aussi du mal à comprendre ce qui se passe à cette charnière des années 70/80.

Par exemple ce désir de reconnaissance de la part des salariés, a été parfois vécu par les celles-ci y comme l’expression seulement d’un individualisme anti-collectif.

**Un exemple**: dans les années 80, je travaillais comme fraiseur dans un établissement militaire. J’étais délégué syndical quand la question des horaires variables est arrivée. Je me souviens de quelques débats entre ceux qui avaient acquis la mise en place des cars de ramassage dans le cadre d’une organisation standardisé du travail et ceux qui souhaitaient un peu plus de liberté dans les horaires. Ceux qui défendaient l’horaire variable étaient considérés comme de vilains individualistes qui s’asseyaient sur les acquis sociaux, par ceux qui avaient été les artisans de la mise en place des cars de ramassage. Peu importe si ceux qui étaient pour ces nouvelles dispositions (des hommes notamment) souhaitaient avec cette possibilité d’horaires variables avoir des espaces supplémentaires pour s’occuper des enfants soit le matin, soit le soir, ils étaient des affreux individualistes.

Ce qui faisait la force du syndicalisme français (qui n’a jamais été un syndicalisme avec de nombreux adhérents), c’était sa capacité de représentation qui reposait sur le vécu des salariés, dans une période bien précise qu’était la société industrielle et sa relative homogénéité des situations. La conscience d’appartenir au même monde que le délégué du syndicat était presque une évidence. Syndiqué ou pas syndiqués, il se sentait représenter par celui ou ceux qui avaient les mêmes conditions que lui et qui avait fait le choix de s’engager syndicalement (parfois il y avait une sorte d’admiration de celui qui s’engageait ainsi de l =a part des salariés)

Aujourd’hui, les choses ont complètement changé. La diversité est telle que le sentiment d’appartenance à une même communauté est beaucoup plus difficile. Sans un lien fort avec les salariés dans leur diversité, il est difficile d’être représentatif. Ce ne sont pas les discours simplistes généraux qui peuvent changer les choses. Cela ne fait au contraire qu’aggraver les distances et les défiances.

Il a fallu du temps à de nombreuses organisations syndicales pour comprendre cette réalité. C’est cette prise en compte de ces évolutions qui a conduit la CFDT dès le début des années 90 à entreprendre un travail pour légitimer les syndicats dans les entreprises par l’élection. Il a fallu du temps pour convaincre les autres syndicats à progresser. (Accord de 2008 sur la représentativité). Autant dans un monde relativement homogène, la reconnaissance du syndicalisme par décret (en plus après la guerre où certains s’étaient fourvoyés), cela ne posait pas trop de problème, autant dans un monde salarial autant divers, la légitimation des acteurs de la négociation collective par le vote des salariés est essentielle.

**3-3 La révolution des techniques de l’information et du numérique**

Le numérique a totalement transformé les modes de fabrication, de distribution et de consommations. Inutile de s’appesantir sur cette réalité. Je veux simplement souligner son importance notamment dans le développement de relation étroite entre industrie et services, permettant de vendre aux consommateurs un package fait de produit industriels et de services (téléphonie, automobile…) qui n’est pas relation avec la transformation des systèmes de productions qui ont impacté le syndicalisme. La hiérarchie des secteurs a changé. Ce n’est plus l’industrie qui est donneur d’ordre. Ce sont les sociétés de services qui deviennent déterminantes.

La révolution numérique, c’est aussi son impact sur le fonctionnement démocratique de nos sociétés, et qui là aussi sont venus bousculer les organisations en place, dans leur manière de communiquer d’organiser leur relation avec les individus. Les modes de décisions de délibération collective qui privilégiait les adhérents de l’organisation avant toutes communications, se trouve percuté par la rapidité de l’information que permettent les réseaux sociaux, en même temps qu’ils suppriment toute strates intermédiaires entre « le sommet » et « la base », pour faire très court. Pour illustrer mon propos, je pourrais prendre le dossier des retraites en 2003, où l’avis donné par François Chérèque à la sortie de Matignon, et repris en direct par les médias et les réseaux sociaux, vient déstabiliser l’organisation avec les débats qui s’en sont suivis.

Depuis les réseaux sociaux n’ont cessé de se développer.

Ils sont à la fois un formidable outil de communication de diffusion d’information, d’échange et en même temps un outil qui peu exacerber la spécificité, la singularité au point de développer de l’entre soi entre gens pensant la même chose et totalement fermés voir opposés ou même agressif à l’endroit de tout ce qui est différent.

Ils sont un formidable outil pour libérer la parole de beaucoup de personnes qui ne s’exprimaient pas et en même temps ils enlèvent toute hiérarchie dans la parole. Toutes les paroles se valent. Celles du chercheurs s’exprimant sur la base de recherches, d’études fouillées n’a pas plus de valeur que celui celle qui s’exprime sur son ressenti d’un évènement. La parole du journaliste d’investigation ne compte pas plus qu’une expression de dénigrement.

Ils sont un formidable outil pour développer des mobilisations face à des événements (mobilisation au moment des révolutions arabes, ou mobilisation pour le climat, contre les violences faites aux femmes…) et en même temps ils « explosent » les formes d’organisations intermédiaires, vecteurs d’une démocratie représentative au profit d’une démocratie direct devenue l’alpha et l’oméga d’une pensée de la démocratie.

Ils sont un formidable outil de communication permettant de démasquer ou de rendre visible les atteintes aux droit de l’homme par exemple, mais ils sont aussi devenus un extraordinaire vecteur de fake-news, de propagande, de désinformation…

Dans une période où les institutions censées représentées les intérêts collectifs et structurent la vie en société, sont contestées, inspirent de la défiance et de la méfiance, les réseaux sociaux déséquilibrent en quelque sorte, le rapport « individu/collectif », au détriment du collectif.

**4 Une distance avec les institutions qui ne cesse de grandir**

**4-1 Une distance qui en retour conduit les organisations à ne pas entendre ou comprendre ce qui se passe.**

La distance entre les organisations piliers de la démocratie représentative identifiée dans les années 80 n’a cessé de s’accroitre sous les effets conjugués de la difficulté du politique à élaborer des réponses répondant aux demandes sociales, de la progression des inégalités, du sentiment d’abandon à leurs sorts de la part des citoyens, a engendré une méfiance généralisée envers toutes les institutions.

Cette distance s’est manifestée concrètement dans les partis politiques par des pertes massives d’adhérents, ce qui a eu pour effet de faire des partis de plus en plus des machines à élection que des entités capables de capter, par des adhérents les réalités de plus en plus complexes et d’animer les débats politiques. Les partis politiques réduits à des organisations d’élus ne sont pas armées pour capter ce que vivent les citoyens dans un monde totalement éclaté. Ce n’est pas leur jeter la pierre que de dire cela, c’est un constat qui nous interpelle tous personnellement.

Cette distance créé d’énormes difficultés et vient à poser question au regard même d’un fonctionnement démocratique de notre société. En effet on fait comme si cette distance n’existait pas. D’ailleurs le plus souvent on analyse l’abstention aux élections comme un désintérêt des citoyens à la chose publique, renvoyant ainsi la responsabilité de la distance à un individualisme grandissant. Pas si sûr nous dit Pierre Rosanvallon qui considère « que l’abstention traduit moins une indifférence à l’égard de la chose politique, *que le sentiment de non représentation et de non-choix. Nombre de nos concitoyens (en particulier les jeunes et ceux issus des milieux populaires) ont le sentiment ou la conviction que les candidats/partis en compétition ne défendent pas leurs idées/intérêts »[[9]](#footnote-9).* A ce sujet l’Etude de la Fondation Jean Jaurès de Septembre 21 est une intéressante analyse des raisons de l’abstention.

Cette distance réciproque entre les citoyens et les partis politiques vient probablement questionner notre constitution. Dans une société dans laquelle les partis politiques ont une fonction véritables d’animation du débat public et contradictoire, le risque de dérive d’un pouvoir personnel du président de la République, bien identifiée par Mitterrand dans son livre « Le coup d’Etat permanent », est relativement restreint et contenu par les 2 chambres que sont le Sénat et l’AN. Dans une situation de déliquescence des partis, ou d’absence de partis, la question est de mon point de vue devenue centrale.

Nous ne pouvons plus continuer à penser qu’un homme ou une femme puisse à lui seul être la synthèse de notre diversité.

Cette distance n’a pas tout à fait pris les mêmes formes vis-à-vis des organisations syndicales. Certaines comme la CFDT a compris assez rapidement que si elle voulait capter la diversité du salariat, des statuts, il fallait mettre le paquet sur l’adhésion. Les discours généraux ne suffisaient plus. Pour être audible des salariés doivent, le discours syndical doit s’appuyer sur la connaissance des secteurs et sur des pratiques concrètes. Cependant malgré les efforts de certaines organisations, développer un syndicalisme d’adhérents sur l’ensemble des secteurs professionnels prenant en compte les différents statuts n’est pas chose évidente.

D’avantage que le politique, le mouvement syndical a pris de grandes initiatives.

* Je pense notamment à la réforme de la représentativité qui donne la représentativité aux organisations qui en font la preuve dans les entreprises. Même s’il y a encore beaucoup de travail à faire c’est un pas important.
* Je pense également aux grandes enquêtes soit thématiques soi sectorielles que fait la CFDT qui permette aux salariés de s’exprimer et de proposer
* Je pense également au développement du « services à l’adhérent qui concrétise une relation intelligente et très utile entre individu et collectif
* Je pense encore à l’initiative que vient de prendre la CFDT avec la fondation jean Jaurès et au certain nombre d’intellectuels pour analyser et approfondir cette la société fatiguée après cette crise sanitaire

Ceci étant, la distance avec les partis politique et ce qu’elle génère comme défiance envers les institutions, mais aussi comme difficulté à lire le monde, ajoutée à la difficulté pour les organisations de fédérer le salariat, tout en tenant compte des spécificités des particularités, de la diversité, a laisser des portes d’entrée aux discours populistes. Ceux-ci ont largement surfé

* soit sur le fait que tout était la cause du néolibéralisme et qu’il suffisait de répartir mieux les riches et tout irait bien
* soit sur cette idée que les classes moyennes et populaires étaient ignorées des élites au bénéfice de populations qui viennent chez nous, coutent chères et apportent l’insécurité.

Ces discours ont de l’écho dans la population alors que les inégalités structurelles de revenus et de patrimoines qui se sont renforcées depuis plus de 3 décennies, ne donnent pas lieu à autant de réactions.

Dans un contexte de chômage de masse, où la peur du déclassement est très forte, cette sensibilité aux inégalités de proximité amplifiées par des discours politiques, à la limite du populisme, n’a fait que renforcer la défiance des citoyens tant envers les institutions qu’envers les autres. Michel Wieviorka, constatant *« qu’en France la méfiance n’est pas seulement le fait de citoyens dans l’Etat, elle opère aussi entre eux »,* insiste sur le lien *« entre inégalité et méfiance ».* Et d’ajouter  *« les sociétés les plus inégalitaires sont celles où la confiance en autrui est la plus faible ».*

**4-2 Une distance qui se s’explique par des outils de connaissance et d’aides à la décision qui ne rendent pas compte de la réalité.**

A titre d’exemple : Quand les chiffres de l’INSEE font apparaitre une augmentation du pouvoir d’achat en moyenne, peu de monde ne se reconnait dans cette photographie statistique.

Patrice Moyon[[10]](#footnote-10) dans le Point de vue d’Ouest de France d’octobre 2021 expliquai très bien la différence entre les moyennes et le ressenti des individus. Ce ressenti n’est pas abstrait. Il est réel.

Quand on subit une augmentation du carburant, que l’on habite à plusieurs dizaines de Km de son travail, qu’on n’a pas payé d’impôt car des revenus trop bas, on ne voit pas l’augmentation du PA qu’indique l’INSEE. Il ne s’agit pas de dire que l’INSEE ment, mais elle donne une réalité qui ne correspond pas aux situations vécues par les individus.

On s’aperçoit que la réalité vécue par les individus, ne se résume pas à une synthèse ou une moyenne des situations. Des données objectives tirées de moyennes sont vécues de manière différente par les individus en fonction d’un certain nombre de situations qu’ils vivent concrètement. La société est de plus en plus fragmentée, segmentée

Ce décalage entre une réalité perçue par les statistiques et la réalité vécue par les individus va nourrir et aggraver des sentiments de méfiance, le sentiment qu’on ne compte pas dans les décisions, qu’on n’est pas reconnu. Cela va nourrir des discours sur les élites décalées du peuple, coupées des réalités.

Avoir le sentiment que l’on ne compte pas dans un monde où on fait appel de plus en plus aux capacités individuelles, où les égos sont de plus en plus flattés, et dans lequel chacun est renvoyé à ces propres situations, faute d’absence de portage et de représentation collective de ces situations, génèrent de la frustration et peut générer de la colère, du ressentiment et des révoltes. Le mouvement des gilets jaunes, comme celui des bonnets rouges qui l’a précédé, sont l’expression de ces frustrations et colères.

Cette approche monolithique ne peut que créer des frustrations et pire dans une période marquée, nous dit pierre Rosanvallon, par « l’affirmation des singularités liée à l’attente d’une reconnaissance par autrui. Le défaut de reconnaissance est générateur du sentiment d’être rejeté autant qu’il mine la possibilité même d’une communauté politique ».

**Si les émotions, les affects, les ressentis souvent généré par ce sentiment de non-reconnaissance, ne sont pas réintégrés dans une dynamique plus large, dans une communauté plus large que celle qui les lient à ceux et celles qui se sentent aussi non reconnus le risque est grand d’une dislocation de la société.**

**Nous l’avons vu avec les gilets jaunes,** la capacité de construction de ces mouvements constitués d’une addition de ressentiments, est nulle. La représentation est même refusée par ces mouvements. On peut le comprendre car au fond quelle réponse à des émotions aussi diverses des hommes et des femmes, à des colères diverses et ne portant pas sur les mêmes raisons.

Ce type de mobilisation ne peut, au contraire des mouvements sociaux, déboucher sur des compromis, mais tout simplement sur un éventuel chaos.

D’où l’importance de ne pas enfermer les questions liées aux spécificités, aux particularités qui doivent être pris en compte, dans une espèce de communautarisme.

* Si d’une part les individus sont sensibles à la reconnaissance des singularités, des spécificités, s'ils se sentent appartenir à des communautés de gens qui vivent les mêmes discriminations qu’eux,
* Si d’autre part comme le dit encore Pierre Rosanvallon ***« ce ne sont plus seulement les classes sociales qui constituent ou structurent la société. A côté des conditions sociales, notre société se définit aussi par des positions ou des situations sociales***[[11]](#footnote-11)***»*** (Propriétaires ou locataires, habitants dans des zones dynamiques ou dans des zones délaissées, orientation sexuelle, couleur de la peau…).

Attention de ne pas pour autant considérer que les questions de classes sociales sont dépassées.

Un certain nombre de questions comme le traitement des inégalités par exemple ou celui de la qualité des services publics, et d’autres, ne se résoudront pas ou ne trouveront pas de solutions sans réintégrer celles-ci dans des conflits sociaux aux intérêts divergents

**4-3 Une distance accentuée par la difficulté de prendre en compte les questions relatives au réchauffement climatique**

Je le soulignais plus haut le levier fiscal que plusieurs gouvernements ont actionné pour engage la lutte contre le réchauffement climatique. Il a eu pour effet de se retrouver devant des mouvements de populations qui estimaient être les victimes de cette politique fiscale dans une société fortement inégalitaire. Cette vision punitive des questions environnementales ne sont pas susceptibles de recréer de la confiance. Au contraire, elle créé de la distance.

Mais dans le même temps la jeunesse, ou plus exactement une partie d’entre elle ne comprend pas les lenteurs du politique à prendre des mesures, reprochant à ces derniers d’être trop à l’écoute des intérêts des grands groupes industriels, ou d’être impuissant face à ceux-ci. C’est soit une défiance, soit une perte de confiance dans le politique qui s’installe, et c’est la distance entre les citoyens et le politique et plus largement avec les instituions qui s’agrandit.

**5- Quelles réponses : Agir sur les causes.**

Les réponses doivent être de plusieurs ordres

* Economiques, sociales et environnementales
* Démocratique et sociétales

Cette distinction, je l’avoue n’est pas terrible car les questions ne sont pas étanches entre elles. Mais comme on ne peut pas dire tout en une phrase, je les distingue

**Sur le plan économique et social et environnemental**

* ***Développer des politiques s’attaquant aux inégalités.***
* Politique fiscale et notamment dans le domaine environnemental
* Donner plus de poids aux acteurs locaux pour traiter des questions d’inégalités territoriales (logement, santé, transport, formation, lutte contre le chômage, environnement...)
* Développer plus encore la négociation sociale sur les questions d’inégalités dans le domaine du travail (insertion, santé au travail, égalité hommes/femmes, rémunération des dirigeants…)

**Sur le plan démocratique et sociétal**

* ***Développer des politiques de respect et de dignité***
* ***Ne rien cédé aux populismes***
* ***Travailler sur les questions de représentions pour enrichir la démocratie politique***
* Nouveaux modes de représentation politique avec plus de proportionnelle
* Faire évoluer la constitution (Rééquilibrage des pouvoirs exécutifs et législatif au profit du législatif, Intégrer le tirage au sort (Cf. Dominique Rousseau).
* Lanceurs d’alertes
* Référendum
* ***Faire des corps intermédiaires des acteurs incontournables dans l’élaboration des réponses à apporter***
* Renforcer les dispositifs relatif à la modernisation du dialogue social pour faire de ce dernier un passage obligé (Renforcer les mesures de représentativités des OS, Poursuivre la transformation du syndicalisme sur les voies que la CFDT a ouvertes, il y a plusieurs années.
* Développer des instances qui associent la société civile organisée aux définitions des politiques (COR, HCAAM, CESE, CESER…)
* Développer et renforcer la démocratie participative, en impliquant d’avantage les citoyens. (Conventions citoyenne, tirage au sort, référendum…)

**Se doter de moyens supplémentaires pour lire la société**

* Créer des outils de connaissance pour enrichir les outils et études statistiques (Tests à grandes échelles, enquêtes sociales qualitatives, observatoires…

**Les réponses à inventer pour relever ces défis nécessite de Sortir d’une logique toute employée à donner des réponses dans l’urgence.**

**Conclusion**

Ce ne sont là que quelques éléments. Mais je suis convaincu que la démocratie ne peut se développer que dans le cadre de confrontations, de débat et de compromis. Pour cela il est nécessaire d’avoir de acteurs représentatifs et légitimes qui aient la confiance de ceux et celles qu’ils représentent. Le défi aujourd’hui est de construire de nouvelles manières de représenter les hommes et les femmes dans leur diversité qui prend en compte aussi des émotions, des affects et autres ressentis.

Ce n’est pas gagner, notamment dans une période où les risques auxquels nous avons à faire face ne sont plus que des risques assurables (l’histoire sociale est marquée par la recherche de solutions et de réponses pour s’assurer contre les risques sociaux).

Mais aujourd’hui tous les risques ne pas assurables. Nous sommes en face de risques d’humanité, comme le dit PR, qui ne sont pas assurables et notamment le risque de disparition de l’humanité, liées aux dérèglements climatiques.

Devant ces risques qui vont générer dans les années qui viennent de véritables catastrophes (Inondations, canicules, guerres …, rendant des espaces de plus en plus nombreux inhospitaliers à toute vie humaines), qui suscitent de l’inquiétude et de l’anxiété, il est tentant de considérer que la démocratie est une perte de temps et de dériver vers des régimes autoritaires.

Le pire n’est jamais sûr. Mais pour cela, je crois profondément à l’importance de prendre en compte la complexité des questions J’ai voulu donner quelques éléments de compréhension de cette complexité telle que je la comprends. C’est une expression qui n’engage que moi. Vous resterez peut-être sur votre fin car j’ai peut-être introduit plus de questions que de réponses ou enfoncer des portes ouvertes.

C’est comme dans tous les domaines, lorsqu’on ne lit pas les plans ou qu’on les lis mal ou de travers, il est à peu près certain que quand nous rentrerons dans la fabrication, nous ferons d’énormes erreurs.

Dans ce tableau un peu sombre, il serait tout de même dommage de ne pas noter ce paradoxe encore une fois entre ce que donne à voir le débat politique et les risques que celui fait peser sur la démocratie et les multiples initiatives citoyennes sur tout le territoire national, des collectifs, des associations, des groupes de travail, des ateliers, en grand nombre réfléchissent, agissent, généralement à l’échelon local, sans tout attendre des institutions publiques, des partis politiques….

Ne pas faire un diagnostic sérieux de la société est le plus sûr moyen d’aller dans le mur.   
Je n’ai pas la prétention d’avoir livré un diagnostic total. Mais si j’ai contribué à donner envie à toutes et tous, à chacun et chacune de parfaire ce diagnostic, je serais déjà content.

1. Parmi eux, Pierre Rosanvallon, que je lis depuis plus de 30 ans, Michel Wieviorka dont je recommande le dernier livre « Métamorphose ou déchéance où va la France », Robert Castel, Edgard Morin, Michaël Foessel, Alain Supiot, Bruno Palier, Thomas Piketty, Daniel Cohen…, entre autres. [↑](#footnote-ref-1)
2. François Dubet Le monde 12 Mars 2019 [↑](#footnote-ref-2)
3. du nom de ses principaux auteurs, les écologues [Donella Meadows](https://fr.wikipedia.org/wiki/Donella_Meadows) et [Dennis Meadows](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dennis_Meadows) — est un rapport appuyé par le [Club de Rome](https://fr.wikipedia.org/wiki/Club_de_Rome) et publié le 1er octobre [1972](https://fr.wikipedia.org/wiki/1972) qui est une des références des débats et critiques qui portent sur les liens entre conséquences [écologiques](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cologiques) de la [croissance économique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Croissance_%C3%A9conomique), limitation des [ressources](https://fr.wikipedia.org/wiki/Ressource_naturelle) et évolution [démographique](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie). [↑](#footnote-ref-3)
4. Bruno Palier, Clément Carbonnier, « les femmes, les jeunes et les enfants d’abord »p 107 [↑](#footnote-ref-4)
5. Décembre 2021 [↑](#footnote-ref-5)
6. Bruno Palier déjà cité p 146 [↑](#footnote-ref-6)
7. Thomas Piketty La capital au XXI° siècle [↑](#footnote-ref-7)
8. Le temps des passions triste le seuil, la république des idées. 2019 et article du Monde [↑](#footnote-ref-8)
9. Pierre Rosanvallon « La contre démocratie, la politique à l’âge de la défiance » [↑](#footnote-ref-9)
10. Journaliste Ouest France [↑](#footnote-ref-10)
11. Pierre Rosanvallon Les épreuves de la vie [↑](#footnote-ref-11)